

Brochure n° 3316

**Convention collective nationale**  
**IDCC : 2372. – DISTRIBUTION DIRECTE**

PROCÈS-VERBAL DE DÉSACCORD DU 12 JUIN 2014  
RELATIF À LA NÉGOCIATION ANNUELLE OBLIGATOIRE  
POUR L'ANNÉE 2014

NOR : ASET1451055M

IDCC : 2372

Entre :

Le SDD,

D'une part, et

La F3C CFDT ;

La CGT ;

Le SNPEP CGT-FO ;

La FPT CFTC ;

Le SNCTPP CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Les partenaires sociaux se sont réunis en commission mixte paritaire pour mener les négociations annuelles obligatoires portant sur les salaires successivement le 9 janvier, le 28 février et le 12 juin 2014.

Lors de la séance de la commission mixte paritaire du 12 juin 2014, les ultimes propositions de la direction n'ont pas satisfait les organisations syndicales et elles n'ont pas accepté la proposition qui leur était faite.

Le SDD a précisé que, compte tenu de la situation économique difficile des entreprises de la branche, des efforts consentis en 2013 et 2014 pour la réévaluation de la grille conventionnelle, de l'augmentation du Smic au 1<sup>er</sup> janvier 2014 et du financement de la garantie frais médicaux à compter du 1<sup>er</sup> juillet 2014, aucune demande concernant la révision de la grille conventionnelle, l'évolution de la prime d'ancienneté ou toute autre mesure salariale ne pourra être satisfaite cette année comme le demandaient les organisations syndicales.

En conséquence, le présent procès-verbal traduit l'échec de la négociation et constitue un procès-verbal de désaccord.

Une recommandation patronale sera, en conséquence, adressée à l'ensemble des représentants de la branche afin d'appliquer la mesure spécifique suivante pour l'année 2014 :

Les deux grandes entreprises de la branche devront consacrer un volume de prime de 300 000 € brut chacune dont les modalités d'attribution ainsi que les dates de versement seront négociées avec leurs partenaires sociaux pour les salariés de catégorie 1 classés de 1.1 à 1.3 dans la grille de classification de la convention collective.

Concernant les autres entreprises de la branche, ce montant de prime sera apprécié selon la situation de chacune des entreprises et devra faire l'objet de discussions avec les représentants du personnel.

Par ailleurs, conformément aux engagements pris dans l'avenant du 28 juin 2013, la recommandation patronale précisera que la grille des minima applicables depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2014 est la suivante :

*(En euros bruts.)*

NIVEAU DE CLASSIFICATION	MINIMUM CONVENTIONNEL
1.1	1 445,38
1.2	1 527,00
1.3	1 587,00
2.1	1 647,00
2.2	1 707,00
2.3	1 767,00
3.1	1 917,00
3.2	2 067,00
3.3	2 417,00
4	3 117,00

Le présent procès-verbal est déposé par l'organisation professionnelle des employeurs de la distribution directe, conformément à l'article L. 2231-6 du code du travail.

Fait à Paris, le 12 juin 2014.

(Suivent les signatures.)